
LES MAIRES ET LES PRÉFETS DU CANADA SE PRONONCENT SUR LA GESTION DE L'OFFRE

- 01 Les maires et les préfetes du Canada nous font part de leurs réflexions
- 02 Principales conclusions
- 03 Sensibilité
- 04 Importance
- 05 Soutien
- 06 Impact économique local
- 07 Tournés vers l'avenir
- 08 Conclusions



LES MAIRES ET LES PRÉFETS DU CANADA NOUS FONT PART DE LEURS RÉFLEXIONS SUR LE RÔLE DE LA GESTION DE L'OFFRE DANS LEUR COLLECTIVITÉ

Depuis plus de 40 ans, le système de la gestion de l'offre dans les secteurs canadiens de la volaille et des produits laitiers contribue, en arrière-plan, à la viabilité et la prospérité des fermes à l'échelle du pays. La plupart des Canadiens et Canadiennes ne comprennent pas son fonctionnement ou, dans certains cas, ne savent même pas que le système existe. Toutefois, ils savent très bien que lorsqu'ils se présentent à l'épicerie, ils y trouveront toujours du poulet, du dindon, des œufs et du lait frais, produits localement.

Dans le cadre de leur initiative générale de recherche et de sensibilisation du public, les POC ont récemment retenu les services du cabinet Ipsos Reid pour effectuer un sondage auprès des leaders des gouvernements municipaux dans toutes les provinces et territoires pour déterminer leurs connaissances et leur soutien à l'endroit de la gestion de l'offre. Tout particulièrement, nous voulions savoir si les politiciens locaux partagent les valeurs de l'électorat lorsqu'il est question du rôle que joue la gestion de l'offre.

Au total, les chercheurs ont mené 124 entrevues téléphoniques exhaustives avec les maires, maires suppléants et préfets dont les juridictions représentent 25 pour cent de la population totale du Canada, le plus important sondage du genre mené par Ipsos Reid.

L'échantillon retenu pour le sondage était représentatif des régions de l'Ouest, de l'Ontario, du Québec et de l'Est, et incluait des entrevues au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut. Plusieurs des grands centres urbains ont répondu au sondage.

Principales conclusions

Environ la moitié des maires et préfets répondants sont déjà au courant de la gestion de l'offre comme cadre politique dans le secteur de la production d'œufs et autres denrées. Comme plusieurs Canadiens et Canadiennes, ce que les leaders municipaux comprennent très bien est le besoin de maintenir la viabilité des fermes avicoles et laitières locales. Ils ont mentionné l'importance d'assurer que leurs citoyens aient accès à des aliments frais, sécuritaires et bon marché et que les producteurs reçoivent des prix justes et stables. Ils sont aussi conscients de l'importance de l'agriculture pour leur économie locale.

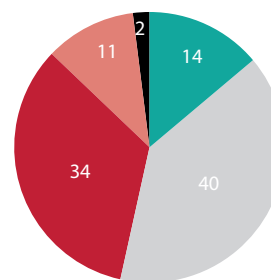
Sensibilité

La moitié (53 pour cent) des maires et préfets répondants ont dit connaître le système de la gestion de l'offre. Moyennant un peu d'aide, soit une courte description du système, la sensibilité a augmenté à 74 pour cent de tous les répondants. La familiarisation générale baissait à mesure que la taille de la communauté augmentait.

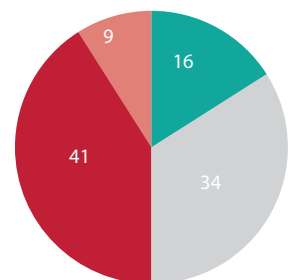
FAMILIARISATION DU SYSTÈME DE LA GESTION DE L'OFFRE MOYENNANT UN PEU D'AIDE – TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

À mesure que la taille de la collectivité augmente, le nombre de répondants qui connaissent le système de gestion de l'offre au Canada diminue, tandis que le nombre de ceux qui le connaissent quelque peu augmente. Dans l'ensemble, la familiarisation augmente avec l'augmentation de la taille de la collectivité.

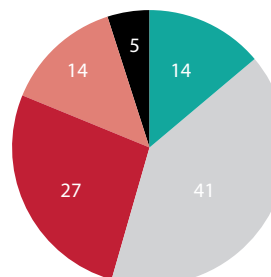
TOTAL
53 % au courant



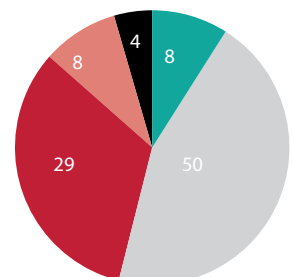
COMMUNAUTÉS DE PETITE TAILLE
50 % au courant



COMMUNAUTÉS DE MOYENNE TAILLE
54 % au courant



COMMUNAUTÉS DE GRANDE TAILLE
58 % au courant



● Très au courant
 ● Pas très au courant
 ● Ne sais pas
● Quelque peu au courant
 ● Pas du tout au courant

Importance

La majorité des maires et préfets répondants sont d'avis que le système de la gestion de l'offre joue un rôle très important dans l'assurance de la salubrité des aliments (71 pour cent), la production de justes revenus pour les producteurs alimentaires canadiens (70 pour cent) et pour le pays en général (68 pour cent).

À l'échelle régionale, les maires du Québec étaient le plus aptes à accorder une grande importance à la qualité des denrées agricoles produites au Canada (86 pour cent). L'Ontario venait en tête de liste avec 85 pour cent des répondants disant que la gestion de l'offre était très importante pour les communautés qui dépendent de l'agriculture. Dans l'Est, 93 pour cent étaient d'avis que le système était important pour l'ensemble du pays, la note la plus élevée.

Soutien

Une forte majorité (87 pour cent) des répondants appuient le système, 40 pour cent l'appuyant de façon sans équivoque. L'appui est le plus ferme au Québec, 59 pour cent des participants disant qu'ils étaient très en faveur du système. Seulement quatre pour cent des répondants s'y sont opposés et ces réponses provenaient de communautés dans l'Ouest.

De ceux qui appuient le système, 39 pour cent citent le besoin de supporter et de protéger les producteurs locaux comme raison la plus importante de leur soutien. Trente-et-un pour cent mentionnent le besoin d'avoir des marchés et un approvisionnement alimentaire stables alors que 26 pour cent sont d'avis que l'assurance de la qualité des aliments est le point le plus important.

De la tranche de 11 pour cent des répondants qui ne sont pas supporteurs, les principales raisons avancées sont que le système nuit aux pratiques d'un libre-marché, la croyance que la réglementation est excessive ou l'opinion voulant que les prix à la consommation soient artificiellement élevés.

IMPORTANCE DE LA GESTION DE L'OFFRE POUR...

La majorité des répondants ont indiqué que la gestion de l'offre est très importante pour les consommateurs canadiens (57%) ainsi que pour leur propre collectivité (52%), tandis que sept personnes sur dix (68%) croient qu'elle est très importante pour le Canada en tant que pays dans son ensemble.

ASSURER UN PRIX JUSTE AUX PRODUCTEURS DE PRODUITS ALIMENTAIRES CANADIENS
95% Important



PRODUCTEURS DE PRODUITS ALIMENTAIRES CANADIENS DANS L'ENSEMBLE
94% Important



COLLECTIVITÉS CANADIENNES QUI DÉPENDENT DE L'INDUSTRIE AGRICOLE
94% Important



LE CANADA EN TANT QUE PAYS DANS SON ENSEMBLE
93% Important



ACCÈS À DES PRODUITS AGRICOLES DE QUALITÉ AU CANADA
91% Important



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU CANADA
90% Important



CONSOMMATEURS CANADIENS
90% Important



DISPONIBILITÉ DE PRODUITS AGRICOLES LOCAUX FRAIS
86% Important



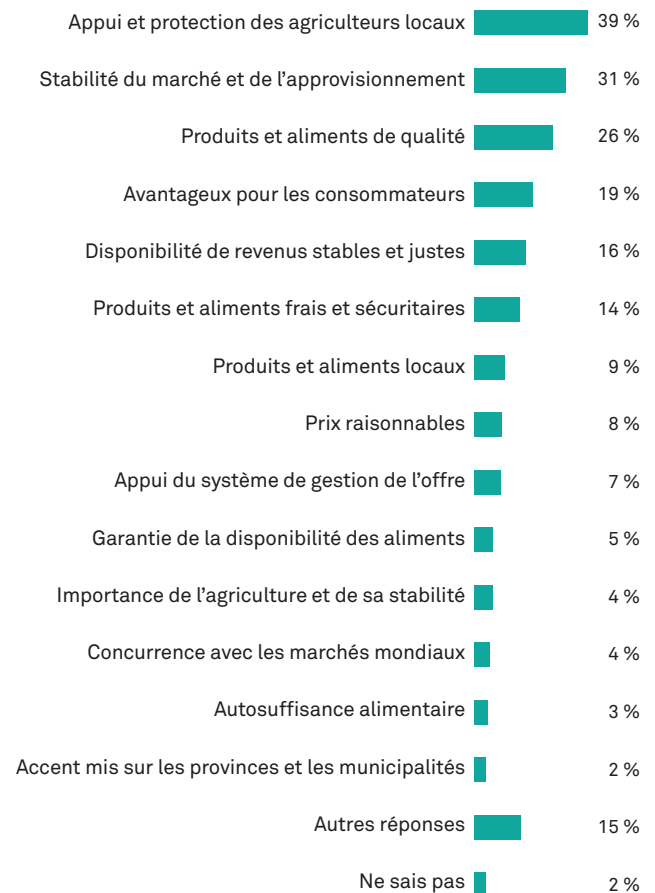
VOTRE PROPRE COLLECTIVITÉ
82% Important



● Très au courant ● Pas très au courant ● Ne sais pas
● Quelque peu au courant ● Pas du tout au courant

POURQUOI APPUYEZ-VOUS LE SYSTÈME DE GESTION DE L'OFFRE?

Les personnes interrogées ont indiqué trois principales raisons pour lesquelles elles appuient le système de gestion de l'offre au Canada, notamment, qu'il soutient et protège les agriculteurs locaux (39%), qu'il favorise la stabilité du marché et de l'offre (31%), et qu'il permet d'offrir des produits et des aliments de qualité (26%).



APPUI À LA GESTION DE L'OFFRE – TAILLE DE LA COLLECTIVITÉ

Les répondants des collectivités de moyenne (91%) et de grande taille (92%) sont un peu plus susceptibles que les résidents des collectivités de petite taille (82%) d'être favorables au système de gestion de l'offre au Canada. La moitié (48%) des répondants des collectivités de moyenne taille sont très favorables au système.

TOTAL



COMMUNAUTÉS DE PETITE TAILLE



COMMUNAUTÉS DE MOYENNE TAILLE



COMMUNAUTÉS DE GRANDE TAILLE



● Très favorable ● Pas très favorable ● Ne sais pas
● Quelque peu favorable ● Pas du tout favorable

*Seuls les répondants dont la familiarisation avec nous aida au système de gestion de l'offre au Canada ont été interrogés relativement à leur niveau de soutien.

PRODUITS AGRICOLES ISSUS DE LA COLLECTIVITÉ ÉTÉS SOUMIS À LA GESTION DE L'OFFRE – RÉPARTITION RÉGIONALE

Les répondants de l'Ontario (64%) sont trois fois plus susceptibles d'indiquer la présence d'entreprises alimentaires agricoles soumises à la gestion de l'offre dans leurs communautés par rapport aux répondants de l'est du Canada (20%), même si un Ontarien sur dix (8%) ignore l'existence de telles entreprises dans leur ville ou dans leur collectivité.

TOTAL



OUEST



ONTARIO



QUÉBEC



EST



● OUI ● NON ● NE SAIS PAS

Impact économique local

La moitié des répondants (50 pour cent) comptent des fermes sujettes à la gestion de l'offre dans leurs communautés, 81 pour cent étant des fermes laitières, 39 pour cent des fermes avicoles et 36 pour cent des fermes ovicoles.

Du total des maires et préfets ayant des fermes sujettes à la gestion de l'offre dans leur ville ou village, 90 pour cent disent qu'elles sont importantes. D'ordregénéral, 44 pour cent sont d'avis que le système de la gestion de l'offre est très important, un pourcentage qui a augmenté régulièrement vers l'Est, passant de 33 pour cent dans l'Ouest à 67 pour cent dans l'Est.

Du côté des maires qui ont des exploitations sujettes à la gestion de l'offre dans leurs communautés, 89 pour cent sont d'avis que leur contribution économique est un facteur clé. D'autres raisons avancées en appui à l'impact positif de ces exploitations sur la communauté incluent la salubrité des aliments (89 pour cent), l'assurance des producteurs de toucher un juste revenu (87 pour cent), l'appui à l'endroit d'aliments frais produits localement (81 pour cent) et la création d'emplois (79 pour cent).

Tournés vers l'avenir

De tous les maires et préfets répondants, 80 pour cent conviennent que le système de la gestion de l'offre est un élément important pour la survie des fermes et des communautés et 48 pour cent sont fermement de cet avis. À l'inverse, seulement 8 pour cent sont en désaccord et 2 pour cent sont fortement en désaccord avec ce sentiment.

Une majorité des répondants (74 pour cent) conviennent aussi qu'il n'existe aucune garantie à l'effet que le démantèlement de la gestion de l'offre résultera en une réduction des prix à l'épicerie. De plus, 71 pour cent sont d'avis que sans la gestion de l'offre, les frontières canadiennes seraient ouvertes et de ce fait, plusieurs fermes familiales seraient en péril.

Conclusions

- Bien que la majorité des maires et préfets répondants appuient la gestion de l'offre, il existe clairement une occasion pour les producteurs et intervenants d'accroître leurs efforts en matière de sensibilisation du public. La dissipation des mythes et fausses affirmations servira de base à la tenue de dialogues plus constructifs.
- Les producteurs sujets à la gestion de l'offre font l'objet d'une surveillance des gouvernements fédéral et provinciaux, mais leurs exploitations sont autonomes et indépendantes du gouvernement, ne recevant aucun financement et aucune subvention. Ceci étant dit, il existe clairement une occasion de travailler en collaboration plus étroite avec les gouvernements régionaux et locaux qui partagent des valeurs et des préoccupations communes comme l'augmentation d'activités économiques à valeur ajoutée et le maintien de l'accès à des aliments frais, de haute qualité et produits localement.
- La gestion de l'offre bénéficie d'un appui sans équivoque à tous les paliers de gouvernement, mais il faut déployer d'autres efforts pour mieux comprendre les préoccupations d'une petite minorité de dirigeants élus qui sont d'avis que le système nuit aux activités d'un libre-marché.
- Les leaders municipaux, comme l'électorat, comprennent que le démantèlement de la gestion de l'offre comporte de grands risques et n'offre aucune garantie quant à la survie des producteurs locaux. De plus, ils reconnaissent que c'est le secteur du détail qui établit le prix des œufs, de la volaille et des produits laitiers en magasin d'après ce que peut absorber le marché et non d'après ce qu'il en coûte au producteur pour produire les denrées en question.
- La sensibilisation à tous les paliers de gouvernement quant au fonctionnement du système est critique à l'incitation d'une discussion plus complète et éclairée quant au rôle que jouera la gestion de l'offre au cours des années à venir.